**838 «Une large majorité des Français aspire à une conception républicaine de la laïcité»**

Un rapport de la Fondation Jean-Jaurès, publié le 11 juin, décrypte les résultats de la consultation des Français lors du Grand débat national de 2019, analysés grâce à l’intelligence artificielle. Propos recueillis par Hadrien Brachet. Publié le 15/06/2025 à 10h00

C'est une masse de données qui était restée jusque-là bien trop négligée. En janvier 2019, dans la foulée des Gilets jaunes, le gouvernement lançait le « Grand débat national ». Dans ce cadre, 400 000 personnes ont répondu en ligne à une consultation de plus de 80 questions. Un succès indéniable. Mais par manque de volonté politique comme par absence d'outils adaptés pour les traiter, ces contributions n'avaient pour l'instant été analysées que de manière parcellaire.

La startup Arlequin AI, cofondée par les chercheurs Hugo Micheron et Antoine Jardin, a eu l'idée d'employer l'intelligence artificielle pour explorer ces données, éclairantes pour comprendre l'état de la démocratie française. La Fondation Jean-Jaurès a publié ce 11 juin un rapport pour décrypter les résultats de l'initiative, avec une série d'analyses sur les demandes des Français en matière de représentativité démocratique, d'engagement civique ou de fiscalité.

**Le Point s'entretient avec Daniel Szeftel, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, militant socialiste et auteur de la partie du rapport dédiée aux aspirations des citoyens sur la laïcité.**

**Le Point : Racontez-nous comment est né ce projet.**

**Daniel Szeftel** : En 2019, le Grand débat national a suscité un enthousiasme important. Près de deux millions de contributions citoyennes ont été collectées et environ 400 000 personnes ont répondu à une consultation en ligne de plus de 80 questions. Or, tout cela avait jusque-là été très peu exploité. Dès 2023, Hugo Micheron et Antoine Jardin ont alors eu l'idée d'utiliser leur outil d'intelligence artificielle Arlequin AI pour traiter ces données. Ils ont peiné à trouver des financements, jusqu'à ce qu'Anne Rosencher, directrice déléguée de L'Express, s'en fasse le relais lors d'une chronique sur France Inter. Il était regrettable que l'on ait posé des questions aux Français mais que leurs réponses n'aient pas été analysées.

**Qu'apporte l'intelligence artificielle pour le traitement de ces données ?**

L'outil utilisé pour notre étude classe les réponses en fonction de leur proximité sémantique, sans biais préalable. Sur la laïcité, cela a permis par exemple de regrouper les plus de 70 000 réponses en 180 clusters. De cette manière, on dépasse l'opposition traditionnelle entre « quantitatif » et « qualitatif ». Ce n'est pas la première fois que les sciences politiques et sociales utilisent cette approche, en revanche il est rare de disposer d'une base de données aussi riche. L'IA peut donc nous aider à mieux comprendre l'opinion publique, à condition que nous soyons capables d'interroger régulièrement les citoyens. Bien sûr, il y a des biais de sélection parmi les Français qui ont répondu au grand débat national : toutes nos conclusions sont donc à analyser avec prudence. Cela donne néanmoins de grandes tendances révélatrices.

**Sur la laïcité, vous avez analysé plus de 71 000 réponses à la question : « Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ? » Vous estimez que trois principales conceptions de la laïcité émergent de ces réponses**.

Oui. Tout d'abord, on trouve dans environ 10 % des réponses une forme de « *catholaïcité* ». Ce que Nicolas Sarkozy qualifiait de « laïcité positive ». Cette tendance met en avant l'héritage judéo-chrétien de la France et estime qu'il doit y avoir une espèce de privilège de la religion catholique dans les relations entre l'État et les religions. Au sein de ce groupe, situé à droite de l'échiquier politique, une large partie estime que, pour que le catholicisme conserve une place dans la société française, il faut faire des concessions à l'expression de l'ensemble des religions. C'est par exemple la position du philosophe Pierre Manent. Une frange très minoritaire de cette tendance estime en revanche qu'il faut mener une « bataille directe et frontale contre l'islam » et faire disparaître cette religion de l'espace public.

La deuxième conception qui émerge est celle d'une « laïcité ouverte ». Ses tenants, plutôt à gauche cette fois-ci, souhaitent que l'État n'interfère pas avec la libre expression des convictions religieuses, en particulier issues des religions minoritaires. Ils considèrent que les religions peuvent avoir un rôle positif dans le débat public et ne s'opposent pas par exemple au Concordat d'Alsace-Moselle. Cette vision est présente dans environ 20 % des réponses.

**C'est la troisième conception, celle d'une « laïcité républicaine » qui est selon votre analyse ultra-majoritaire.**

Oui. Encore une fois, il faut être prudent car il peut y avoir des biais dans les profils de ceux qui ont répondu à cette question mais près de 70 % d'entre eux adoptent cette conception républicaine qui estime qu'il est indispensable de maintenir une séparation stricte entre l'Église et l'État. Les défenseurs de cette approche jugent qu'il ne doit pas y avoir d'expression des religions dans l'espace politique et l'éducation, conformément à la loi de 2004 sur les signes religieux ostensibles à l'école. Ils tendent aussi à vouloir approfondir la séparation, en supprimant le Concordat d'Alsace-Moselle ou en réduisant le financement de l'enseignement privé confessionnel.

**Vous constatez néanmoins dans les réponses des tenants d'une laïcité républicaine une demande croissante de « neutralisation de l'espace public » avec un risque de « basculement d'une partie significative de l'opinion d'une laïcité républicaine vers une *catholaïcité* de combat ».**

Oui. Jusque-là, les théoriciens de la laïcité républicaine se situaient sur un « chemin de crête », selon l'expression du politologue Laurent Bouvet. Celui-ci consistait à laisser la liberté dans la sphère privée, à préserver la neutralité au sein de la puissance publique mais à conserver l'espace public comme une zone de conflits, où pouvaient s'exprimer aussi bien des convictions religieuses que des contestations des religions. Or, environ la moitié des répondants rattachés à la conception républicaine penchent pour une neutralisation de l'espace public, avec un effacement de toute expression religieuse dans le sport, en entreprise ou même dans la rue. Aujourd'hui, les seuls qui défendent ouvertement une neutralisation de l'espace public sont certains défenseurs de la « *catholaïcité* ». Pour éviter le basculement d'une partie de l'opinion vers une droite identitaire, il faut donc apporter des solutions qui permettent de répondre à ces inquiétudes, sans déstabiliser l'équilibre laïque dans l'espace public. Par exemple, si les demandes de neutralité paraissent peu réalistes dans la rue, l'entreprise est un lieu où l'on pourrait davantage appliquer un cadre.

**Pour appliquer votre analyse à l'espace politique, rattachez-vous le positionnement actuel du Rassemblement national (RN) à cette « catholaïcité » ?**

Oui. Le RN ne défend pas une conception républicaine de la laïcité. Le programme 2022 du parti insiste sur un héritage chrétien de la France et défend une neutralisation de l'espace public, mais pas pour l'ensemble des religions. Ils souhaitent bannir le voile et la kippa des rues, mais ne disent rien à propos du catholicisme. Ils assument donc une hiérarchisation des religions. C'est une grave déviation de la vision républicaine.

**La gauche, historiquement camp de la laïcité semble, de son côté, empêtrée dans de larges fractures sur la question.**

Je pense que la gauche n'a pas conscience du rapport de force et de l'aspiration extrêmement majoritaire à la laïcité à la française, y compris au sein de son propre électorat. Un travail comme celui-ci permet de remettre quelques pendules à l'heure. Il y a en réalité beaucoup de malentendus à gauche depuis la grande défaite de 1984 sur l'école publique. À cette époque, comme elles ont eu le sentiment de ne pas avoir réussi à aller jusqu'au bout de leur programme historique d'achèvement de la séparation entre les Églises et l'État, de nombreuses organisations de gauche se sont converties à une « laïcité ouverte » en estimant qu'inclure les religions minoritaires permettrait de réduire l'influence du catholicisme. Depuis, il y a un véritable écart entre ce que pense la gauche organisée des partis politiques et des associations et ce que pensent les Français sur la laïcité dans leur grande majorité.

**À vous lire, Emmanuel Macron n'a pas non plus réussi à traiter cet enjeu depuis son arrivée au pouvoir.**

Sur la laïcité, Emmanuel Macron a pensé tout et son contraire. Il a fait le discours des Bernardins, catholaïque et la loi séparatisme, républicaine mais sans soutenir son application. Résultat, nous n'avons pas avancé sur le débat, qui se déroule artificiellement entre catholaïcité et laïcité ouverte. Il me semble urgent de repolitiser cette question en pointant qu'une large majorité des Français aspire à une conception républicaine de la laïcité et qu'il faut donner à cette demande sociale un débouché électoral.